

# La tactique dévastatrice du « Nous » contre « Eux »

---

Laurent D'Altoe ■ Février 2018

La récente sortie du président de la NV-A, Bart de Wever, dans le «*Morgen*» à propos du soi-disant danger de l'immigration pour notre sécurité sociale, remet en lumière une stratégie politique qui consiste à dresser des murs idéologiques entre des groupes d'humains et ce, afin de légitimer les exclusions et les mises à l'écart. Un processus qui, malheureusement, se développe partout dans le monde et plus particulièrement au sein de l'Union européenne.

Quand le président de la NV-A écrit que les migrants qui arrivent en Belgique menacent notre système de sécurité sociale, il opère une double manœuvre :

- 1) Il surfe sur les peurs et les fantasmes actuels qui gravitent autour des migrants, en général et des réfugiés, en particulier. Le tout sur fond d'islamophobie généralisée.
- 2) Il se pose en défenseur de la sécurité sociale, alors que son parti, et l'actuelle coalition fédérale belge dans son ensemble, lancent toute une série d'attaques concertées contre cette même sécurité sociale (la pension à points, pour ne citer que cet exemple).

Bien joué donc, mais pas surprenant de la part d'une formation politique qui a fait de l'ultralibéralisme et du nationalisme forcené ses chevaux de bataille. Il s'agit surtout là d'un jeu dangereux qui attise toutes les peurs : *« Il s'agit d'une rhétorique pour faire peur aux gens, qui vise à récolter des votes. Or, un rapport de la Banque nationale a démontré l'utilité des nouveaux migrants sur le marché du travail. Les propos de Bart De Wever ne sont donc clairement pas fondés sur des éléments tangibles. Il construit des évidences qui n'en sont pas »*<sup>1</sup>.

Et le plus terrible c'est que, en ces temps troublés où les repères sociétaux s'estompent, de pareilles déclarations peuvent trouver un écho auprès de celles et ceux qui se sentent menacés par la fragmentation des anciens modèles de références (Etats, idéologies...).

Il est vrai que le monde actuel est sans doute moins « lisible » que par le passé, mais n'est-ce pas plutôt nos certitudes anciennes qui ont pris du plomb dans l'aile (religion, fin de la guerre froide... ) ? Quoi qu'il en soit, cette peur repose souvent sur des « impressions » ou encore des angoisses savamment distillées par certains pouvoirs politiques soucieux d'asseoir leur hégémonie.

Et malheureusement, les illustrations internationales ne manquent pas :

- Donald Trump, calamiteux président des Etats-Unis, use et abuse de cette peur : des migrants mexicains, des musulmans de par le monde, de la Chine, de la Corée du Nord... Une angoisse qui s'explique peut-être aussi par une autre : celle du déclin de ce que l'on a souvent nommé « l'Empire américain ». Avec cette question centrale : les Etats-Unis ont-ils encore les moyens d'être une grande puissance ?
- Quand les droites conservatrices et les extrêmes droites de l'Union européenne surfent sur la crainte de « l'envahissement » du continent par des réfugiés, ils ne font que reprendre une stratégie vieille comme le monde, celle du bouc-émissaire et du repoussoir.
- Quand les chômeurs sont considérés comme des « charges » pour une société, au même titre que les malades et autres « inutiles », on est en droit d'interroger l'Histoire et ses douloureux précédents.

---

<sup>1</sup> Andrea Rea (ULB), directeur du Groupe de Recherche sur les relations Ethniques, les Migrations et l'Égalité (GERME), in Vers L'Avenir, 24/01/2018.

## Fermetures

La peur ne serait donc qu'une instrumentalisation politique visant à fermer nos sociétés à l'égard de tel ou tel groupe. Notons toutefois que, « *en politique, le clivage fait partie de la structuration même de nos démocraties ; il s'agit d'une « division profonde à l'intérieur d'une société, qui se traduit par des tensions persistantes et la création de groupes et de partis opposés les uns aux autres sur l'objet du conflit* »<sup>2</sup>.

Jusque-là, pas de panique puisque cette opposition d'idées et de conceptions nourrit l'expression démocratique et, en principe, finit par déboucher sur un compromis. Là où le problème se pose, c'est lorsque le renforcement de ces clivages devient le but même de l'action politique. En d'autres termes, Bart de Wever et ses alliés fédéraux ne cherchent pas une meilleure solution sur des sujets comme l'immigration, mais bien la stigmatisation d'une catégorie de personnes (les immigrés, la gauche, les syndicats...) de manière, justement, à crispier les positions et rendre impossible toute « porte de sortie » honorable.

Et là, on a encore de la chance (façon de parler) car la Belgique demeure une démocratie, ce qui n'est pas le cas de pays plus autoritaires où ces crispations peuvent se transformer en actions plus ou moins violentes (Par exemple : la manière dont Erdogan envisage la « question kurde »).

Chez nous, rien encore de tout cela mais un vrai travail de sape est à l'œuvre : « *Francken, pour sa part, se fait chaque jour plus complaisant à l'égard des fantasmes et des craintes. Il se plaît à les alimenter, car il trouve en eux le moyen pervers de justifier sa brutalité contre l'éternel bouc émissaire : l'étranger. Pis, il manipule les craintes en question pour dénoncer comme naïfs ou comme irresponsables ceux qui daignent critiquer ses vues et pointer son manque d'humanité. Pompier pyromane, Francken peut alors imposer sa vision du monde et offrir des solutions aussi sécuritaires qu'intolérantes à des problèmes dont il a lui-même inventé les contours, et parfois beaucoup plus* ».<sup>3</sup>

Même tarif pour le sud de la Belgique quand Bart de Wever (en 2008, sur les ondes de la RTBF) s'exprimait ainsi : « *Je pense qu'il n'y a pas de minorité francophone en Flandre, il y a des immigrants qui doivent s'adapter* ». Voilà qui est clair.

Cette politique de la confrontation systématique, nourrie par les angoisses du temps, finit par appauvrir une société qui ne veut vivre que repliée (cf. Les Etats-Unis de Trump, la Hongrie de Viktor Orban...) sur elle-même, limitant ses échanges à des partenaires « identiques ».

Certains esprits chagrins affirmeront sans rire que la lutte des classes telle que définie par Karl Marx serait également une application du « Nous » (les prolétaires) contre « Eux » (les détenteurs du capital et des moyens de production). C'est oublier un peu rapidement que, dans cette optique, il s'agit non pas de figer les fractures sociales mais, bien au contraire, de les dépasser, voire les éliminer ; tout le contraire des stigmatisations décrites plus haut.

<sup>2</sup> CRISP, Vocabulaire politique (<http://www.vocabulairepolitique.be/clivage/>)

<sup>3</sup> André Flahaut : « La culture de la peur et la politique du mépris selon Théo Francken », in Le Soir, 29/08/2017.

## I Dérives...

Ce qui se joue actuellement en Belgique dépasse donc le simple cadre législatif : « La réalité a cependant évolué ces dernières semaines, après le renvoi des Soudanais vers un pays où la torture reste pratiquée, après surtout la publicité que Theo Francken a voulu en donner, après que le Premier Ministre eut été contraint de tout assumer pour assurer la stabilité de son attelage fédéral et surtout après que l'on se soit aperçu que cette " plateforme citoyenne " qui accueille les migrants était bien autre chose qu'une bande de bobos gauchistes mais surtout des familles, parfois avec enfants, qui prennent en charge ces réfugiés, sans se poser d'autre question que d'une simple humanité. La police elle-même en finit par se poser des questions sur le rôle que le politique veut lui faire jouer » .

Partout en Europe, des initiatives citoyennes se développent afin de contrer ces politiques de fermeture et d'exclusion. En Allemagne, pour ne citer que cet exemple, un site internet « Flüchtlinge Willkommen » - « Refugees welcome » (bienvenue aux réfugiés) fut lancé en novembre 2014. Le but, via cette plateforme, est de mettre en contact des migrants (légaux ou illégaux) à la recherche d'un logement et des Allemands susceptibles de les accueillir. Une initiative citoyenne que l'on retrouve également en Belgique avec la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés qui propose d'aider celles et ceux qui se trouvent au Parc Maximilien (Bruxelles).

Une preuve supplémentaire du dynamisme des citoyens d'un pays qui refusent de suivre un pouvoir politique qui perd toute humanité.

La question est donc, jusqu'où ce dernier, partout en Europe, ira-t-il ? Car toute dérive autoritaire commence d'abord par des législations en apparence « normales ». La vigilance s'impose, plus que jamais.